

1789  
H. 9802/10  
MÉMOIRE

11

*Laisé par*

M. BARBÉ DE MARBOIS,

INTENDANT

A SAINT-DOMINGUE.



---

A BORDEAUX,

Chez PAUL PALLANDRE jeune Libraire,  
rue des Fossés du Chapeau-Rouge,  
près de la Comédie.

---

N. B. J'ai été instruit, le 19 de ce mois, que SA MAJESTÉ m'autorisoit à user dès à présent du congé qu'elle m'avoit accordé pour le mois d'Avril prochain. La saison déjà avancée ne me permettant aucun délai, j'ai pris le parti de faire imprimer ce Mémoire, dont il étoit nécessaire d'avoir plusieurs expéditions, qui n'auroient pu être prêtes à temps, s'il eût fallu les copier.

---



# M É M O I R E

L A I S S É

Par M. BARBÉ DE MARBOIS,

*Intendant à Saint-Domigue.*

LE roi m'a ordonné de ne pas quitter la colonie sans laisser à mon successeur un mémoire instructif sur l'état des différentes parties de l'administration. Celle des finances me paroît exiger le plus de détails ; vous les trouverez tous dans les états des finances de Saint-Domingue, pour 1786, 1787 & 1788 ; & je vais me borner à vous faire connoître la situation de chaque caisse, au moment de mon départ. Vous verrez, par les états ci-joints, que je laisse plus d'un million en espèces, non compris les fonds de diverses caisses de simples dépôts, telles que celles des invalides & des vacances. Il y a d'ailleurs des recouvremens à faire, avant la fin de l'année, pour de grandes sommes.

A

*Nous n'avons point de dettes* (1). J'en ai acquitté d'anciennes pour plus de onze millions. Tout est payé au comptant ; nous avons un fonds considérable en caisse, & beaucoup d'entrepreneurs ont reçu des avances.

Après ces aperçus satisfaisans, je passe à quelques vues concernant le compte à rendre en 1790 pour 1789.

Il doit y avoir une juste proportion dans la répartition des revenus d'une province, comme dans celle d'un royaume, & Saint-Domingue étant la seule de l'empire dont les finances soient régies séparément, il est nécessaire que les administrateurs forment tous les ans un aperçu de l'application du revenu public. Des vues peut-être trop bornées m'ont empêché de publier ce tableau les années précédentes ; mais enfin, puisque ce travail doit, jusqu'à un certain point, servir de guide pendant le cours de l'année, je crois qu'il sera utile de le mettre aussi sous les yeux du public ; on y verra pour quelle somme chaque branche de l'administration est employée dans les dépenses de la colonie. On jugera si son revenu a été réparti dans une mesure convenable entre ceux qui administrent la justice, ceux qui sont chargés de la défense de la société, ceux qui tiennent les rênes de l'administration & leurs subordonnés. On connoîtra les sommes assignées aux ouvrages nouveaux, aux entreprises coloniales, aux travaux d'entretien & de conservation, à ceux d'utilité, ou même de pur ornement, & peut-être verra-t-on, avec quelque satisfaction, tout ce qu'on peut faire avec des moyens bornés, lorsqu'aucune portion n'en est divertie au profit des individus.

---

(1) La réclamation du sieur Artau est réduite à 500,000 livres. Il n'y en a aucune autre.

Je ne ferois pas d'avis d'admettre des articles de dépenses imprévues dans ce tableau, parce qu'ils sont inutiles lorsque l'administration a constamment un fonds considérable en réserve ; d'ailleurs il y a de l'inconvénient à annoncer ainsi qu'il peut survenir des dépenses non prévues, & c'est donner aux gens qui tirent parti de tout, un prétexte pour faire naître des dépenses de cette nature, ou multiplier toutes sortes de demandes indiscrettes ; enfin s'il survient des dépenses ou des non-valeurs imprévues, elles doivent être balancées par des économies, & même par des améliorations & des recettes imprévues, & cet article me paraît ne pas devoir trouver place dans l'état des finances de Saint-Domigue.

Nous approchons de la fin de l'année, & il importe que je vous fasse connoître ce qui s'est pratiqué en décembre 1788, relativement aux appointemens, fournitures & soldes d'ouvrages publics.

Il est d'usage, dans la plupart des comptes, que les deux derniers mois de l'année, pour les appointemens & diverses autres dépenses, soient acquittés au commencement de l'année suivante, & je ne crois pas qu'on pût trouver irrégulier de ne porter, au compte de 1789, que les dépenses effectives : mais comme j'ai tâché de faire payer ceux qui nous devoient, il ne falloit pas qu'on pût dire que nous portions à notre crédit ce qui n'étoit déjà plus à nous. C'est pour prévenir cet inconvénient, qu'aux approches de la fin de l'année on a réglé & qu'on a arrêté tous les décomptes ; on a pressé chacun de se faire payer, on a stimulé ceux qui étoient en retard de retirer les fonds qu'ils avoient au trésor, on a menacé les récalcitrans, & on est parvenu enfin à solder les dépenses de l'année si complètement, que les états que j'ai présentés au public, & qui sont de vrais comptes de caisses, ne s'écarteront point

des comptes d'ordre que je suis parvenu à faire rendre d'année en année.

Celui qui publie tous les ans le compte de son administration, a un moyen bien puissant pour la rendre respectable, s'il a été juste; mais aussi sa tâche est bien difficile, si toutes ses opérations ne peuvent pas soutenir le plus grand jour. D'un autre côté, le bon état des finances est une des bases les plus sûres de l'ordre & de la tranquillité générale, & aucun gouvernement ne fera tenté de commettre une injustice publique, quand elles seront dans un état florissant.

C'est aussi lorsque le revenu public est bien administré, que sa diminution, loin d'être désirée, est un malheur général, & sa conservation n'est pas moins avantageuse à ceux qui contribuent, qu'au souverain qui en fait l'application. Rien n'est plus propre à propager ces principes & le bien qui en résulte, que la publication d'un compte de recette & de dépense, & je crois que vous ne balancerez pas à le rendre, quoiqu'il ne doive être qu'en partie celui de votre administration.

Si vous le rendez, il sera tel sans doute qu'il n'y aura pas un citoyen qui ne puisse en vérifier chaque article; si chacun n'est pas également à portée de faire cette vérification, les comptables y suppléeront: ils ont tous le plus grand intérêt à relever les inexactitudes qui pourroient s'y trouver. J'ai rendu justice aux bons, je n'ai point fait grace aux autres, & je crois qu'il est nécessaire de n'en ménager aucuns de ceux qui se seront écartés de la règle. On ne pourra donc, en général, les croire disposés à passer vos erreurs sous silence, & comme chacun d'eux trouvera le résultat de son compte particulier dans votre état général, il pourra juger s'il est exact ou non, & je suis persuadé que vous les inviterez vous-même tous à relever les inexactitudes, s'il y en a.

La colonie a pris l'habitude de voir son compte annuel : c'est une dette qu'il faut que l'administrateur acquitte, c'est désormais un de ses travaux ordinaires, & il me semble que si vous différiez seulement quelque temps au-delà de celui qui est nécessaire pour le publier, chaque citoyen auroit droit de vous dire : *Vous négligez un de vos devoirs.*

Vous connoissez aussi le prix de la publicité de toutes les opérations, contrats, marchés, achats : ils font la sauve-garde de l'administrateur qu'on pourroit tenter de tromper, & en même temps un bouclier contre les attaques des malveillans qu'on réduit au silence en leur disant : *Venez, voyez, examinez.*

Il est fâcheux de s'exposer au mécontentement général de ceux que l'on contraint à s'acquitter, & néanmoins, s'il m'est permis de vous donner un conseil, c'est de ne point mollir sur cet article : le désavantage de lutter seul contre une multitude de mécontents, n'est rien auprès des maux de toute espèce qui accompagnent le désordre des finances, & s'il faut que quelqu'un souffre, il vaut mieux que ce soit l'administrateur que toute la société.

La résistance de ceux que l'ordre importune est vigoureuse, constante, & souvent ils embarrassent le chef des finances ; ils se liguent pour faire un effort commun, tandis que ceux qui approuvent les mesures prises pour le rétablissement de l'ordre, ne manifestent leurs sentimens par aucun signe extérieur. Je dirai cependant, pour votre encouragement, que ces embarras sont amplement compensés par les avantages de toute espèce que procure un attachement invariable à la règle ; & la force qu'un administrateur se donne à lui-même lorsqu'il peut toujours répondre aux sollicitateurs : *Je n'ai fait d'exception en faveur de personne.*

On s'est plaint de mes refus. On m'a trouvé trop

roide , trop inflexible ; mais croit-on que je pûsse donc disposer d'un bien qui ne m'appartenoit pas ? Croit-on que j'eusse pu poursuivre sans ménagement un comptable infidelle , après lui avoir demandé la moindre complaisance ? Aurois-je eu le courage de le traduire devant les tribunaux , & de leur dénoncer l'infidélité , ou même l'inexactitude de ses livres , de ses bordereaux , s'il eût pu me reprocher d'avoir usé de mon influence sur lui , en faveur de mes amis ? Comment aurois-je osé distribuer la louange aux uns & le blâme aux autres , si j'eusse été l'obligé d'un seul d'entr'eux ? N'eût-on pas dit avec fondement que je me vengeois de la résistance des uns , & que je récompensois la soumission timide & coupable des autres ? Mais je puis , jusqu'au dernier jour , m'expliquer sur eux tous avec la même liberté que par le passé. Cette instruction même , si elle est connue , doit encore frapper les mauvais comptables de terreur , & servir d'encouragement aux autres. Faites que mon départ ne prouve pas ce qui a été dit bien souvent : *Qu'il ne faut à un mauvais comptable à Saint-Domingue , que gagner du temps , pour ne jamais payer.*

Je fais , Monsieur , que vous ne souffrirez jamais que l'on prête directement ou indirectement les fonds publics aux nombreux demandeurs qui ne cesseront de vous assaillir , jusqu'à ce que vos dispositions négatives soient bien établies , mais vous aurez à vous garantir d'un autre écueil encore plus dangereux. Ce que je vais dire ne regarde point le trésorier dont l'exaetitude & l'ordre me sont connus ; mais si jamais un comptable , chargé de maniemens aussi importants , se permettoit de prêter des fonds de sa caisse , de faire des avances à ceux qui sont appointés par le roi , de mettre leurs billets à la place des fonds qu'il doit avoir ; malheur à l'administrateur qui aura souffert

que l'on envahisse de la sorte cette portion importante de son autorité ! Le comptable cesse dès ce moment d'être dans sa dépendance. Il s'est créé de nombreux partisans, & si jamais on veut porter la lumière dans ses opérations, il ralliera tous ses débiteurs, en leur disant : *L'administrateur me presse de compter des fonds que j'ai reçus : il faut que vous me rendiez ceux que je vous ai prêtés.* Alors vous aurez en tête une multitude de détracteurs intéressés à condamner toutes vos opérations. Tandis qu'ils élèveront de tous côtés des clameurs contre vos sévérités inouïes, contre vos innovations dangereuses, les citoyens amis de l'ordre garderont le silence, & se borneront à vous plaindre ; vous serez seul, & une fois entamé, il vous sera difficile de regagner le terrain que vous aurez perdu. On s'efforcera de reculer la reddition des comptes jusqu'à une autre administration, & les maux qui en résulteront ne peuvent être appréciés que par ceux qui connoissent, que je n'ai signé les comptes de 1773, qu'en 1786 ; les suivans jusques & compris 1782, sont en règle. Il en est de même de 1786 & 1787 ; à l'égard de celui de 1788, il est prêt à être signé.

Encore un an & demi, & cette comptabilité importante sera terminée. Elle est jusqu'à présent, pour ainsi dire, enveloppée d'un voile ; chaque compte augmente le débet apparent du dernier trésorier, & celui de 1783 le constitue débiteur au roi de 43,036,631 liv. 7 s. 9 den. ; mais ce débet sera réduit, sinon en totalité, du moins très-considérablement, par le résultat de ses comptes avec les autres caisses : on ne saura à quoi s'en tenir, sur sa situation envers le roi, qu'à la fin de cet immense travail, & vous y touchez.

Vous sentirez, comme je l'ai senti, la nécessité de tenir toutes les parties des finances dans votre

main : rien ne vous portera à vous départir de ce principe. C'est la pratique contraire qui a été la cause du désordre qu'il a été si difficile de réparer. Pas une seule ordonnance ne doit être faite, si ce n'est par vous, dans les départemens du sud & de l'ouest, & quand à celui du nord : maintenez strictement la règle de faire enregistrer en votre bureau des fonds du Port-au-Prince, toutes celles que l'ordonnateur aura été par vous autorisé à faire, ne croyez pas qu'il en résulte pour vous un plus grand travail ( je fais assez que vous ne le craignez pas ); mais d'ailleurs cette marche tend à diminuer la correspondance & un détail, qui est infini, quand on ne tient pas la tête de tous les fils qui font mouvoir la machine de la finance. Tout sera perdu lorsqu'il y aura une multitude d'ordonnateurs en matière de fonds.

Une observation vous fera encore sentir l'utilité infinie de cette marche. Deux jours après avoir reçu le congé que j'avois demandé à sa majesté, j'eus dressé les états de la situation de la colonie, & dans une forme si certaine & si précise, que j'ai au même instant provoqué, de la manière la plus pressante, une vérification de la part des chambres d'agriculture; j'espère qu'elles la feront, mais ce n'est pas assez; il vous importe d'en faire une générale de votre côté, & les bordereaux de semaines m'annoncent que vous trouverez des fonds encore plus considérables dans les caisses; au moment où votre administration commencera, qu'il n'y en avoit au premier de ce mois.

Je dois rendre aux comptables un témoignage que tous ont mérité. Au 20 octobre, j'avois les bordereaux de tous les trimestres, sans exception; & c'est une chose remarquable, puisque l'état de situation est le résultat de plus de quarante comptabilités.

Je laisserai des abus à réformer : ne leur faites aucune grace. Vous excitez, je le fais, des plaintes

& des murmures de la part de ceux qui profitoient du désordre. Elles tiendront l'opinion générale suspendue pendant quelque temps, & le public, ce juge intègre des juges eux-mêmes, attendra, pour porter ses décisions, que les réformes aient produit leur effet. Si la confusion succédoit à la confusion; si des abus d'un autre genre, ou déguisés sous une autre forme, se glissoient à la place des anciens, les décrets de l'opinion publique condamneraient le réformateur. On jugeroit, avec raison, que ce n'étoit pas la peine d'anéantir de mauvais établissemens pour les remplacer par des institutions aussi vicieuses, & de sévir contre les spoliateurs de la chose publique, pour leur donner des successeurs aussi coupables. Cela ne peut arriver sous votre administration; mais si, comme j'en suis d'avance certain, les effets correspondent complètement aux mesures que vous prendrez, si l'aisance générale en est le résultat, si l'ordre & les avantages éclatans qui l'accompagnent, viennent frapper les yeux des plus obstinés à ne point les voir, des plus intéressés à les combattre, les détracteurs se tairont, l'opinion incertaine se fixera; ceux qui prétendoient être des victimes innocentes & malheureuses, se retireront de la scène; on verra que l'ordre a suivi leur éloignement, & le procès se trouvera jugé par ceux-mêmes qui n'auront pas eu le loisir d'en examiner les pièces.

Je me suis souvent demandé quel eût été mon sort dans les circonstances actuelles, si j'eusse préféré l'indulgence à la sévérité; aujourd'hui que la France ne peut, comme autrefois, faire en partie les fonds de la dépense de Saint-Domingue: ma situation seroit telle que je dois m'applaudir à jamais d'avoir préféré à un repos passager le maintien de la règle & de la loi.

Je vais présentement passer à quelques opérations particulières, ainsi qu'elles s'offriront à ma plume, & vous serez d'autant plus porté à excuser le peu d'ordre qui règne dans cet écrit, que l'administrateur n'est jamais plus occupé qu'au moment où son départ va, pour ainsi dire, l'affranchir de toute occupation publique.

## APPROVISIONNEMENTS.

Les opérations de l'administration se sont ressenties de la crise qu'éprouvoit la colonie à l'égard des subsistances. Plusieurs quartiers manquèrent de farines en Mars, Avril, Mai, Juin & Juillet, & il fallut en envoyer du Port-au-Prince au Petit-Goave, à Jérémie & aux Cayes. Les magasins du roi, épuisés par d'autres avances, se trouvèrent entièrement dénués au milieu de Juillet à l'époque de la plus grande cherté & au moment où les capitaines de navires nous annonçoient une augmentation de prix, & où les Juges de police nous faisoient pressentir une nouvelle diminution dans le poids du pain; c'est dans ce moment difficile que M. de Vincent & moi fîmes acheter au comptant des farines à 132 & même 150 liv. pour les livrer au public à 120 liv. Les prix tombèrent successivement, le poids du pain fut augmenté, & cette circonstance a encore prouvé que le fonds de réserve est un retranchement où l'administration peut attendre les spéculateurs de pied ferme & contre lequel tous leurs efforts viennent échouer.

Au reste, cette mesure utile, dans le cas d'une excessive cherté, ne doit être employée qu'avec circonspection, & si le commerce qui vend quelquefois à perte n'avoit jamais la chance d'un prix considérable, s'il avoit toujours à craindre de lutter contre l'administration armée des fonds de l'épargne, il se

décourageroit bientôt, il ralentiroit ses expéditions ; & des dispositions faites pour empêcher l'extrême cherté, produiroient infailliblement la disette.

Il y a en ce moment, dans les magasins du Cap, & dans ceux du Port-au-Prince, des farines pour plus de 300,000 livres. Elles sont destinées à donner des secours au public, en cas que les accaparemens occasionnent une disette pendant l'hiver ; mais la chose ne sera probablement pas nécessaire, parce que l'effet d'une précaution prise à propos est d'empêcher le mal même auquel on s'étoit proposé de remédier. Une simple augmentation de prix ne me parut pas devoir être un motif suffisant pour en livrer au public.

Nous venons de nous occuper d'une prolongation de deux mois pour l'importation des farines étrangères, & l'ordonnance a été enregistrée le 23.

Quelques maisons de Bordeaux ont fait des envois assez considérables, mais qui n'égalent pas le quart de l'approvisionnement de la colonie. Je vois avec une vraie peine qu'elles ne procureront que de la perte aux armateurs.

Vous ferez bien de faire vendre des farines dès que le besoin se manifestera, ou d'en envoyer dans les quartiers. L'approvisionnement seroit d'ailleurs trop considérable, & elles ne se garderoient pas. Vous savez combien je répugne à courir le risque de voir des articles aussi précieux, se gâter sans que les hommes en profitent. Ces farines ne coûtent, un prix compensant l'autre, qu'environ huit gourdes.

Mettez le plus grand soin à faire cultiver des vivres de terre. M. le comte de Peinier & moi, pensons de même à l'égard de la disette sur les habitations : n'épargnez rien pour la prévenir.

## HATTES SUR LA GONAVE.

Des trois grandes isles dépendantes de cette colonie, la plus considérable n'a point été aliénée; elle est aussi étendue que quelques-unes des isles du vent qui ont des gouvernemens particuliers, & c'est une possession précieuse de Saint-Domingue. M. de Vilaire, Directeur-général par intérim, en a fait le tour, & l'a visitée intérieurement, non sans fatigues & de grandes difficultés; d'après ses rapports, on doit beaucoup de reconnoissance aux Ministres qui ont résisté aux demandes réitérées & pressantes qui leur en ont été faites. L'Administration n'a pu y faire que de foibles essais, & déjà cependant elle en reçoit le prix; elle y emploie un atelier de 50 nègres, & le produit de l'établissement en bois de chauffage & de construction, en pierres, &c. est évalué à 36 ou 40,000 liv. ce n'est pas assez, eu égard aux moyens: mais ce revenu n'a été aussi peu considérable, que parce qu'il a fallu occuper les nègres à diverses constructions, ouvertures de chemins & autres travaux non productifs en eux-mêmes, quoiqu'ils soient nécessaires pour obtenir les productions; elles seront beaucoup plus considérables d'année en année. Puisse cette belle possession ne jamais être abandonnée aux sollicitateurs qui ne se laisseront pas de la demander, & que nous n'avons écartés qu'à force d'en représenter l'utilité!

J'avois un projet pour y établir des hattes. Il n'est pas rédigé, & il y a peut-être des objections solides; je ne puis que vous indiquer nos vues. Administrateur & colon à la fois, les vôtres seront appuyées sur plus d'expérience.

## FONDS DE RÉSERVE.

M. le Comte de Peinier est d'avis, & je crois que vous penserez de même, d'accroître jusqu'à environ 1,500,000 liv. le fonds de réserve. La circonstance l'exige. Nous n'avons en ce moment qu'environ 1,200,000 liv. en espèces, y compris les fonds des invalides & les consignations; c'est assez dans les temps ordinaires; mais dans la conjoncture présente, je regarde cette épargne comme foible, & cette foiblesse vient du paiement de 800,000 liv. fait depuis peu de mois au sieur Artau, de 200,000 liv. pour la fossète, & je crois, en vérité, en ordonnant ces dépenses, distribuer la substance même de la colonie.

Faites toujours mettre sous la clé du contrôleur & sous celle du trésorier, les fonds que vous présumerez devoir être long-temps sans emploi, conformément à mon ordonnance du 8 août 1788. J'en ai fait tirer 100,000 livres depuis peu de jours pour être envoyées au Môle & au Cap. Vous pourrez, je pense, faire rentrer une somme égale dans cette caisse; le trésorier ayant depuis fait plusieurs recettes assez considérables, dont au reste il fera attentif à vous rendre compte.

Un Administrateur peut montrer beaucoup d'argent dans le trésor, & cependant laisser son successeur dans de grands embarras. Mais s'il n'y a rien à payer, si toutes les dettes sont éteintes; (je ne parle pas de la réclamation du sieur Artau) la caisse de réserve est un des meilleurs symptômes du bon état de la finance: ainsi en vous invitant à en accroître le fonds, ou du moins à le maintenir, je suppose que ce sera toujours sans laisser aucun paiement en souffrance.

## LOGEMENS DES OFFICIERS D'ADMINISTRATION AU PORT-AU-PRINCE.

Il convient d'établir le bureau de la guerre dans les pièces qui sont en bas du nouveau bâtiment, & de tout donner au commissaire, à l'exception d'une chambre de bureau de la marine & des deux cabinets attenans. Je pense aussi qu'il faudra faire construire *par les nègres du Roi*, des cuisines & décharges pour le commissaire. Le bâtiment fera payé dans 7 ans par l'épargne que nous faisons des loyers.

## CHEMIN DE JACMEL.

M. le Comte de Peinier, se propose de terminer le chemin de Jacmel, & je crois aussi qu'il convient de s'en occuper dès le commencement de l'année prochaine si la saison le permet. Vous ferez dans l'obligation de faire venir pour les travailleurs, des rentes du Cap; nous n'en avons plus ici. On pense que l'ouverture de ce chemin a été l'époque & la cause de la création de divers établissemens dont le revenu passera deux millions. La valeur des terres voisines a tiercé.

## CURE-PORT.

On nous propose de convertir le cure-port en un ponton, & d'en tirer un loyer de 9 à 10 mille liv., le fermier demeurant chargé de tous les frais; c'est à mon avis le seul moyen de sortir, sans grande perte pour le public, d'une mauvaise entreprise. Nous en avons écrit au ministre, & la chose en attendant pourroit être mûrie & préparée pour donner à ce plan son exécution, quand les ordres arriveront.

## PORT-AU-PRINCE, CAP.

Je ne dis rien des divers travaux qui s'exécutent au Port-au-Prince & au Cap ; les premiers seront sous vos yeux, & vous connoissez les autres ; je n'ai à cet égard rien à vous rappeler, on les suit avec activité. Les paiemens sont non-seulement au courant : il y a même des avances.

Si vous faites faire des remblais au magasin, comme je me l'étois proposé, le sieur Lunley, débiteur au roi, pourroit en être chargé, & ce seroit pour lui un moyen plus facile de s'acquitter. Il est débiteur comme caution, & c'est ce qui m'a engagé depuis quatre ans, à lui accorder des termes, à l'échéance desquels il a payé ponctuellement.

## FONTAINES DE SAINT-MARC.

Des fontaines ont été promises à Saint-Marc, les canaux en fonte y sont déjà envoyés : il importe de terminer ces travaux.

## LÉOGANE, JÉRÉMIE, JACMEL, PETIT-GOAVE, &c.

On pourra donner des fontaines à Léogane aussitôt qu'on aura recouvré une partie des anciens droits sur les nègres & sur les maisons. Je vous invite à en user de même pour les autres villes. C'est le moyen de prévenir des maladies & de sauver la vie à beaucoup d'hommes.

## CHEMIN ROYAL

### DE COMMUNICATION.

Cette entreprise touche à sa fin. Les voitures com-

muniquent du Cap au Port-au-Prince. L'embranchement dont on s'occupe, achèvera de déterminer tous les voyageurs sur cette route, plus courte & beaucoup plus belle. Il importe de s'occuper de la réparation de toutes ces communications nouvelles. L'embranchement qui doit lier le quartier de la Marmelade à la grande communication est suivi avec assiduité, & les retards qu'éprouve la répartition du chemin royal prouvent qu'il est prudent de s'occuper le plutôt possible du soin de faire répartir les nouveaux chemins. Il convient donc dès ce moment de faire répartir l'embranchement qui, dans le quartier de Plaisance, doit lier la nouvelle communication avec la Marmelade. Plusieurs habitans des hauteurs de la Marmelade exporteront leur café par ce chemin, qui est d'une utilité bien reconnue pour tout le quartier. Les habitans de Plaisance & de Gonaïves sont fatigués des longues portions de la nouvelle communication qu'ils ont à entretenir; ils ont réellement moins besoin du nouveau chemin à répartir, que les habitans de la Marmelade, puisqu'ils peuvent aller au Cap & au Port-au-Prince sans prendre ce chemin, au lieu qu'il est absolument nécessaire aux habitans de la Marmelade qui ont des affaires dans la partie de l'Ouest & au Port-au-Prince.

## AUDITOIRE ET PRISONS DU PORT-DE-PAIX.

M. le comte de Peinier est d'avis de terminer cette entreprise, & vous & moi sommés du même sentiment. Je vois que les avances faites aux entrepreneurs, laissent aujourd'hui peu à leur payer.

## CAYES ET AUTRES LIEUX DE LA COLONIE.

Nous avons commencé aux Cayes une fontaine publique, & notre empressement à en faire jouir les habitans, nous avoit porté à faire faire la conduite en canaux de bois, mais un premier essai nous fait revenir aux tuyaux de fer coulé, dont la demande est faite en France, & je crois qu'il faut en user de même pour toutes les autres fontaines de la Colonie. Vous observerez que par-tout où le local a pu le permettre, nous nous sommes attachés à donner une portion de l'eau à la radé, & c'est un objet de dépense peu considérable, lorsqu'une fois les eaux sont conduites jusques dans les villes.

### P O N T S.

Les fonds pour le pont de l'Artibonite, montant à plus de 300,000 liv. sont à la disposition de l'Administration : les plans de cette importante construction sont faits; M. de la Merveillere est au moment de se rendre sur les lieux. Je suis, comme M. le gouverneur général, d'avis qu'on ne diffère pas plus longtemps à faire jouir les habitans de ce grand avantage. Chaque jour de délai leur occasionne des pertes ou des privations, & cette somme considérable est réellement oisive & morte pour eux, car il ne faut pas confondre la nature de ce fonds avec celle du fonds de l'épargne. Je n'ai pas besoin de vous dire que les 1,200,000 liv. que nous avons en caisse, ne comprennent point ces 300,000 liv.

Je n'entre dans aucuns détails concernant les ponts dont la dépense est assignée sur la caisse municipale;

je me borne à vous dire que ceux de l'Arcahaye paroissent à M. le comte de Peinier, comme à moi, les plus importans à faire. M. de Vignier, contribuera par une somme de 15,000 liv. à la construction de celui qui sera près de son habitation.

---

En lisant cet écrit, le dernier acte de mon administration, & dans lequel j'en rappelle les principes, vous vous direz peut-être qu'après tant de réformes il ne pourra rester des partisans à celui qui les aura exécutées sans ménagement. Rassurez-vous ; il lui en restera de nombreux : ce sont tous ceux qui n'auront point éprouvé ses refus ou ses sévérités, ceux qu'il n'aura point été obligé de poursuivre pour leur faire rapporter les dépouilles envahies sur le trésor public ; ceux, en un mot, qui, jouissant en paix des fruits de l'ordre & de l'économie, reconnoîtront avec joie, par une expérience de plusieurs années, qu'il est établi sur une base inébranlable.

Si cependant ceux qui s'ingénient à embarrasser la marche d'un administrateur, & à répandre des dégoûts sur ses opérations, peuvent trouver quelque satisfaction à apprendre le succès de leurs efforts, qu'ils sachent que celui qui s'est animé de l'amour le plus ardent du bien public, ne peut être assez impassible pour s'avancer avec indifférence & tranquillité dans une route qu'ils sèment d'écueils ; qu'ils jouissent pleinement de leurs avantages en apprenant qu'il n'est pas inaccessible à leurs efforts & qu'ils mêlent quelquefois de l'amertume sur ses travaux : mais qu'ils examinent en même temps s'ils ont un seul instant arrêté sa marche dans la carrière qu'il a parcourue, & si elle a été invariable & ferme, qu'ils ne s'attendent pas qu'elle puisse jamais changer.

Si l'homme public n'obtient pas aujourd'hui l'approbation générale, il l'obtiendra demain ; si demain elle lui est refusée, elle ne le fera pas toujours, où s'il doit y renoncer pour jamais, si même on refuse à sa tombe les témoignages qu'il n'a pu obtenir vivant, du moins il aura vécu en paix avec lui-même, & c'est un bien dont il n'est pas au pouvoir des hommes de le priver.

*Sera le présent mémoire déposé au contrôle de la marine. Au Port-au-Prince, le 25 octobre 1789.*

*Signé, BARBÉ DE MARBOIS.*

*Déposé au contrôle de la Marine. Au Port-au-Prince, le 25 octobre 1789.*

*Signé, DESCHAMPS.*

